

Le trésor de guerre des partis en hausse de 45%

Les partis politiques provisionnent un max pour les élections 2019.

NATHALIE BAMPS

Les partis politiques sont passés en mode écurieil. Les élections communales, c'est dans un an, les fédérales et régionales dans deux ans. Et les provisions pour propagande électorale des partis gonflent à vue d'œil.

Entre 2015 et 2016, elles ont connu une hausse de près de 45%. Dans les partis flamands, elles s'élèvent à 16 millions d'euros. Du côté francophone (avec le PTB/PVA, seul parti «national»), elle est nettement inférieure: 9,5 millions d'euros. Au total, le trésor de campagne des 13 principaux partis s'élève donc à 25,5 millions d'euros.

On ne dispose ici que d'une photographie de la situation fin 2016, réalisée via les comptes annuels consolidés publiés dans le rapport de la Commission de contrôle des dépenses électorales de la Chambre. La récolte n'est évidemment pas finie. Ces montants devraient continuer de gonfler lors du prochain exercice budgétaire.

Cette photographie nous montre

aussi que, côté francophone, c'est le cdH qui, pour le moment, a mis en réserve le plus de moyens. Les socialistes ont déjà inscrit 3,81 millions d'euros en «provision pour propagande électorale». Ils sont suivis d'assez près par le PS (3,19 millions), tandis que les autres partis francophones sont largement à la traîne (1,75 million pour le MR, 424.000 euros pour Ecolo, 175.000 euros pour le PTB).

En termes de progression de ces réserves, le PTB - dopé par l'explosion de ses scores aux derniers sondages? - a mis le paquet pour les faire grossir, mais elles restent très limitées comparé aux autres partis. Ses réserves pour propagande ont progressé de 133% entre 2015 et 2016.

73% de hausse au MR

Le MR semble lui aussi avoir mis les bouchées doubles pour alimenter sa tirelire en vue de la prochaine campagne électorale: ses réserves ont progressé de 73% en un an. C'est par contre chez Ecolo que les réserves pour propagande électorale pro-

gressent le moins rapidement: + 19% entre 2015 et 2016.

Du côté des partis flamands, ce sont les socialistes qui ont mis le plus d'argent de côté pour leur campagne 2018 (4,4 millions d'euros), suivis par le CD&V (4,3 millions).

Le seul parti à n'avoir rien provisionné pour les prochaines élections est DéFI. La colonne des provisions pour propagande du parti affiche un retentissant zéro. Didier Alexandre, qui travaille à la comptabilité de DéFI, nous explique que le parti amaranthe n'inscrit volontairement pas de montant dans cette rubrique comptable. «Il n'y a pas d'intérêt, fiscalement, à le faire, les partis politiques étant des ASBL», dit-il. Ce qui n'empêche pas DéFI de disposer de réserves pour assurer sa campagne électorale.

Rien n'oblige en effet actuellement les partis politiques à inscrire des montants séparés en provisionnement pour propagande électorale. Mais, afin d'assurer une plus grande transparence des budgets, et de pouvoir établir une comparaison,

la Cour des Comptes a conseillé aux partis de réaliser cette affectation de moyens en provision pour propagande.

Actuellement, le total de la provision pour propagande électorale est insuffisant pour couvrir les prochaines campagnes. En 2012 en effet, les élections communales ont coûté 27 millions d'euros en dépenses électorales pour l'ensemble des partis. Or, après les communales, les formations politiques n'auront qu'un an pour refaire leur trésorerie et assumer les élections fédérales ET régionales.

La solution reste alors de puiser dans les autres réserves. Et à ce niveau, les partis sont loin d'être désargentés... Le total des réserves (liquidités et réserves de trésorerie) des partis s'élève actuellement à 96,6 millions d'euros.

Côté francophone, le PS dépasse largement les autres partis en termes de richesse, que ce soit du côté des réserves, mais aussi des actifs.

LIRE EN PAGE 9

Le PS reste, du côté francophone, le parti le plus riche.

Le PS reste le parti francophone le plus riche, malgré de légères pertes en 2016

LE RÉSUMÉ

Le PS affiche un bilan consolidé en hausse de 5%, le confortant dans sa place de 1^{er} parti francophone en termes de richesse.

NATHALIE BAMPS

Quel parti a déjà mis le plus de côté pour financer sa campagne électorale, quel est le parti le plus riche? Le dernier rapport de la commission de contrôle des dépenses électorales publié par la Chambre nous donne toutes les réponses.

L'exercice 2016 nous apprend - sans grande surprise - que le PS reste le parti le plus riche du côté francophone. Les socialistes disposent ainsi de 16,5 millions d'actifs, et de

12,65 millions en réserves (trésorerie et liquidités). Son «trésor de guerre», en somme. Ce trésor de guerre socialiste est deux fois plus élevé que celui du MR et du cdH. Mais il n'est rien comparé à celui de la N-VA, premier parti flamand en termes de richesse (lire aussi ci-dessous).

Il n'est pas étonnant de voir le PS côté francophone, la N-VA côté néerlandophone, caracolier en tête du top 3 des partis les plus riches. Une bonne partie des avoirs des partis provient en effet des dotations publiques, qui sont liées aux résultats électoraux (lire encadré).

La part des dotations représente d'ailleurs un enjeu tellement important pour les partis qu'elle a poussé DéFI jusque devant les tribunaux lors de son divorce d'avec le MR. Le parti d'Olivier Maingain attend en-

core une décision de justice en appel, après avoir obtenu gain de cause pour la récupération de sa part de la dotation commune qu'il percevait lorsqu'il était lié au MR. Le manque à gagner a été chiffré par le parti à 700.000 euros, un montant que DéFI a dû emprunter (auprès de la KBC) afin de maintenir ses comptes à flot.

À côté de cela, DéFI devrait aussi récupérer 230.000 euros pour les voix de la périphérie bruxelloise. Voix qui n'avaient pas été comptabilisées pour le financement du parti, ce qui a aussi poussé DéFI devant les tribunaux. «Si nous arrivons à récupérer ces montants, ils seront bienvenus pour financer la campagne électorale», explique le comptable de DéFI Didier Alexandre.

Une chose est de disposer de larges richesses, une autre est de maintenir ses comptes à l'équilibre. Ici, le PS fait office de mauvais élève de la classe francophone, puisqu'il accuse une perte au niveau de la balance des résultats de l'année 2016.

Perte très limitée à vrai dire (115.000 euros), et qui a été diminuée de 28% comparé à l'exercice

précédent. «Cette perte est due à la hausse des charges (renovation de bâtiments, frais de fonctionnement et d'assemblées liés au Chantier des idées) et par la diminution des produits exceptionnels», explique-t-on au PS, en signalant que la situation reste saine. Pour preuve, la hausse globale de 5% du bilan consolidé, qui maintient largement en tête le PS en termes de richesse.

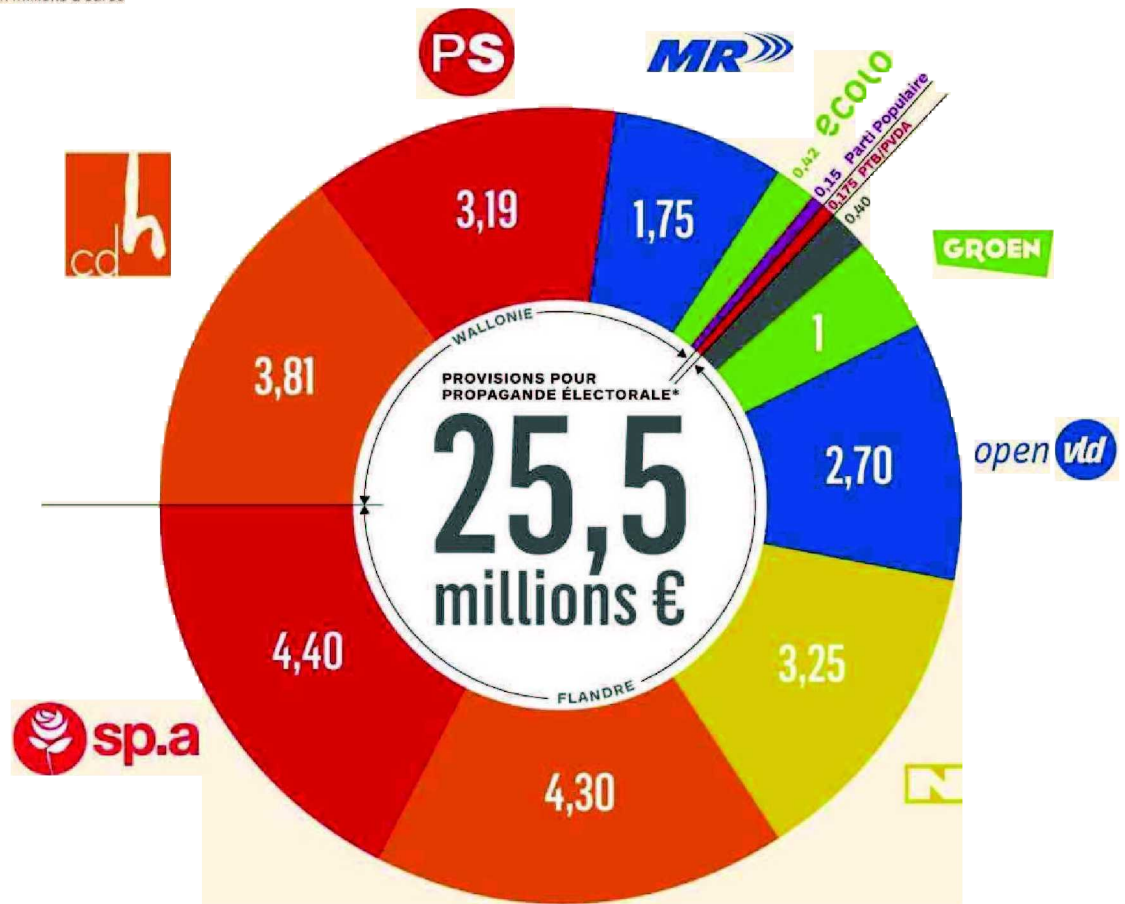
Ecolo dans le vert

En termes de redressement des finances, signalons aussi qu'Ecolo a affiché en 2016 un bilan revenu au... vert. En 2015, le parti écologiste, encore sous le coup du bouillon électoral qu'il avait pris aux dernières élections, affichait une perte globale de 1 million d'euros. Il a remonté la pente, et peut se targuer d'un résultat en boni de 204.365 euros.

Daniel Burnotte, administrateur général du parti, rappelle qu'Ecolo a mis en route un gros plan de restructuration qui a coûté leur poste à la moitié des collaborateurs du parti. Il reste actuellement 71 équivalents temps plein. Le parti a réduit drastiquement ses moyens de fonctionnement, et a révisé certains de ses contrats (téléphonie, informatique), afin de redresser ses finances. Avec succès manifestement.

N-VA ET PS DOMINENT FINANCIÈREMENT LE PAYSAGE POLITIQUE

En millions d'euros



À SAVOIR
COMMENT SONT-ILS FINANÇÉS?

Dans la foulée des affaires Agusta-Dassault, le Parlement a modifié les règles de financement des partis politiques en **interdisant les dons d'entreprises aux partis politiques**. En compensation, il a été décidé d'offrir une dotation publique, basée sur les résultats électoraux. Pour percevoir cette dotation, les partis doivent être représentés dans les deux assemblées (Chambre et Sénat). En échange, ils doivent démontrer une transparence totale sur leurs comptes. Les partis perçoivent une **dotation basée sur les résultats électoraux**, ainsi qu'un financement indirect sous forme de subside aux groupes politiques. Subtilité du système, en Région wallonne, il faut avoir 5 députés pour former un groupe politique pouvant bénéficier de subsides. Si ce n'est pas le cas, le parti ne reçoit aucun financement. Deux exemples? Le PS a perçu 9,8 millions de financement public en 2016, contre 8,2 millions pour le MR. **N.B.**

*DéFI ne dispose pas de provisions pour propagande électorale

LE PLUS RICHE
Total des actifs, en millions d'euros

PS	16,5
MR	13,99
cdH	6,68
Ecolo	4,51
DéFI	0,95
PP	0,17
PTB/PVDA	3,60

N-VA	38,8
CD&V	16,5
sp.a	15,9
Open Vld	10,5
VI. Belang	8,8
Groen	5,1

TRÉSOR DE GUERRE
Total trésoreries et liquidités, en millions d'euros

PS	12,65
MR	6,80
cdH	5,79
Ecolo	2,39
DéFI	0,30
PP	0,14
PTB/PVDA	1,43

N-VA	18,5
CD&V	14,2
sp.a	14,0
Open Vld	8,9
VI. Belang	7,7
Groen	3,8

GAINS ET PERTES
Résultat annuel, en millions d'euros

PS	-0,12
MR	+0,76
cdH	+0,07
Ecolo	+0,24
DéFI	+0,20
PP	+0,02
PTB/PVDA	+0,15

N-VA	+5,17
CD&V	+0,03
sp.a	-0,3
Open Vld	+0,3
VI. Belang	+0,2
Groen	+0,2

Source: La Chambre

Le quartier général de la N-VA est une mine d'or

PIETER BLOMME

L'an dernier, la N-VA a réalisé un «bénéfice» de plus de 5 millions d'euros. Ce résultat s'explique en partie par la hausse de la dotation que le parti reçoit des pouvoirs publics. Vu que la N-VA est devenue le plus grand parti du pays depuis les élections de 2014, elle a reçu l'an dernier 13,4 millions d'euros d'argent public. La majeure partie des 16 millions d'euros de recettes du parti est payée par le contribuable. Suivent les revenus locatifs, les contributions des mandataires et les cotisations des membres.

En 2015, le parti a décidé d'acheter le bâtiment qui accueille son siège social, rue Royale à Bruxelles. Cette maison de 8 étages et de près de 5.000 m² est très bien située, à un jet de pierre de la place des Martyrs

et à proximité de la rue de la Loi. Il a coûté environ 19 millions d'euros, mais cet investissement s'est révélé être une bonne affaire.

Avant d'acheter ce bâtiment, la N-VA en louait une petite partie, pour un montant annuel de près de 500.000 euros, des frais qu'elle ne doit plus déboursier. Mieux encore, elle engrange des revenus substantiels en mettant en location près de la moitié du bâtiment. Les loyers représentent d'ailleurs la deuxième plus importante source de financement du parti. L'an dernier, ils ont

atteint la coquette somme de 915.000 euros, à mettre en balance avec 1,2 million d'euros de remboursement de l'emprunt. Mais ces coûts disparaîtront dans quelques années lorsqu'il sera entièrement remboursé.

«Ce fut un choix délibéré de la direction du parti d'acheter ce bâtiment», explique Piet De Zaeger, directeur général de la N-VA: «Non seulement nous ne payons plus de loyer, mais nous engrangeons des revenus locatifs, et les conditions du prêt sont très avantageuses, compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêts.» La N-VA a financé environ la moitié de la somme sur fonds propres et le solde via un crédit d'investissement. Cela explique la baisse de 4 millions d'euros des réserves du parti. Mais avec un trésor de guerre – somme de la trésorerie et des investissements – de 18,5 millions d'euros, la N-VA conserve la première place du classement des partis les plus riches.

Grâce à l'achat du bâtiment rue Royale, le total bilantaire de la N-VA a doublé. En 2014, il se montait à 17 millions d'euros, contre 38 millions d'euros aujourd'hui, soit près du double du CD&V.

La situation financière de la N-VA a beaucoup évolué en 15 ans. Après sa défaite électorale en 2003, les caisses étaient quasiment vides, et le

parti a été contraint de vendre son quartier général de la place des Barricades. «Nous n'avions pas le choix si nous voulions participer aux élections de 2004», poursuit De Zaeger. Il a fallu attendre 2009 pour que la N-VA loue un étage du bâtiment de la rue Royale.

La N-VA n'investit pas seulement dans l'immobilier, mais aussi dans des titres. L'an dernier, le portefeuille d'investissement a augmenté de 3 millions d'euros, pour atteindre 8,4 millions. Une partie des ressources de la N-VA a été investie. D'après De

Zaeger, l'argent de la N-VA est placé de manière «défensive dans deux fonds d'investissement». Un chez KBC et l'autre chez ING.

L'avenir financier de la N-VA est donc assuré. Suite à son investissement immobilier, on peut penser que l'avance des nationalistes flamands par rapport aux autres partis ne fera que croître. Selon De Zaeger, il est logique que la N-VA ait acheté son propre quartier général. «D'autres partis sont aussi propriétaires.» La différence: leurs actifs immobiliers valent beaucoup moins. Cet élément, combiné avec l'augmentation des subsides publics, garantit à la N-VA un bel avenir financier, ce qui est important pour un parti. Car il faut de l'argent pour mener campagne et maintenir en état la machine de guerre de la N-VA.

Les loyers
représentent la
deuxième source de
financement du parti.